dire qu'elles sont destinées au même usage. Ce serait absurde."

"Les bottes fournies au premier contingent étaient censées devoir préparer les soldats, pendant qu'ils feraient l'exercice, à porter une plus lourde chaussure. Le changement soudain de la chaussure légère à la botte de service adoptée en Europe aurait, en une semaine, estropié la plupart des volontaires. Sachant qu'il s'écoulerait des mois avant que les soldats canadiens fussent prêts à aller au feu, le Gouvernement a cru devoir prescrire la chaussure que l'on a commandée, et, règle générale, les fabricants auxquels il s'est adressé l'ont bien servi. A notre maison on a commandé 62,500 paires de bottes, soit à peu près le quart du total. Il ne nous en est pas revenu une seule paire et nulle plainte d'aucune sorte ne nous est parvenue. Il se peut fort bien que d'autres fabricants n'aient pas eu autant de bonheur."

Monsieur l'Orateur, les allégations de cette interview, je dois le dire, ne me satisfont pas entièrement. D'autre part, je ne saurais me fonder sur elles pour blâmer le Gouvernement; elles renferment des assertions qui paraissent quelque peu contradictoires. Ainsi je ne peux concevoir que les chaussures commandées par le Gouvernement n'étaient pas destinées au service à l'étranger et qu'elles n'avaient d'autre objet que de préparer nos volontaires à porter la chaussure plus lourde du soldat anglais. En attendant d'autres renseignements, je me sens enclin à douter du bien-fondé de cette assertion.

A l'heure qu'il est, je le répète, je me garde de blâmer le Gouvernement, mais je dis que l'affaire devrait être l'objet d'une enquête approfondie et que les renseignements les plus complets devraient, à cet égard, être fournis au peuple. On entend répéter de toutes parts que les volontaires que l'on a envoyés à la guerre manquaient d'équipement convenable. Je me contente pour l'instant de ne signaler que la qualité inférieure des chaussures, qui a provoqué tant de discussions dans la presse canadienne aussi bien que dans celle d'Angleterre, que l'incident ne saurait être passé sous silence.

Je le répète, en ce moment, je ne fais pas de cette affaire une question de parti; si j'en parle, c'est uniquement dans le but de connaître la vérité, toute la vérité à ce sujet, afin que nous puissions faire la part des responsabilités et, de cette façon, nous prémunir contre la répétition de telles erreurs ou de tels méfaits. Je ne mentionne aujourd'hui l'incident que dans le but d'obtenir que ceux de nos soldats qui sont rendus sur le théâtre des hostilités—et certains d'entre eux ont déjà fait le sacrifice de leur vie pour l'empire sur les champs de bataille de France

[Sir W. Laurier.]

—puissent mettre toute leur énergie, toute leur vigueur au service de la noble cause qu'ils soutiennent les armes à la main.

Ce que je dis là n'est point pour critiquer. Loin de moi la pensée de tirer quelque avantage politique de cette affaire. J'ai à coeur autant que quiconque l'intérêt de mon parti, mais je me jugerais méprisable si je tentais de conquérir quelque avantage politique à cette heure où le pays court de si graves dangers. Je veux seulement que l'on fasse tout le possible pour que ceux que nous envoyons là-bas puissent s'acquitter de leur tâche avec le plus grand honneur pour eux-mêmes et pour le plus grand bien du pays et de l'empire. Tel est l'esprit qui anime les honorables collègues qui siègent à mes côtés. Je l'ai dit tantôt et je le répète, nous ne demandons qu'à être renseignés, et nous comptons que sur ce point comme sur tous les autres on nous fournira en abondance les renseignements auxquels nous avons droit.

Le très hon. sir ROBERT BORDEN (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je désire corroborer ce que mon très honorable ami, le chef de l'opposition (sir Wilfrid Laurier) a dit du service signalé que Son Altesse royale le Gouverneur général rend au pays et à l'empire en général en demeurant au Canada, en continuant d'exercer sa haute charge et en manifestant un intérêt profond, constant et illassable pour tout ce qui se rattache à la participation du Canada à la présente guerre, au bon équipement de nos troupes et à leur expédition au théâtre des hostilités à la faveur de conditions satisfaisantes. Plus que la plupart des membres de la Chambre j'ai l'occasion de me rendre compte de l'intérêt que Son Altesse royale, le Gouverneur général, témoigne ainsi, et c'est avec un plaisir tout particulier que j'ai prêté l'oreille aux observations de mon très honorable ami ainsi qu'à celles que l'honorable député de Waterloo-nord (M. Weichel) a faites sur ce point.

Je veux aussi corroborer ce que mon très honorable ami a dit des discours des deux parrains de la proposition qui fait en ce moment l'objet de nos délibérations. La présence de ces deux députés au sein de cette assemblée, la tâche qu'ils ont été appelés à remplir aujourd'hui et dont ils se sont acquittés de façon si digne et avec tant d'éloquence, suffisent à faire la démonstration des principes qui servent de base à notre empire, et à indiquer le cas que l'on fait de ces principes dans les pays où ils sont mis en pratique. Marqués au coin d'une telle éloquence et d'un tel